Assemblée du conseil municipal du 10 avril 2018

- 1- Les conseillers procèdent à l'adoption rituelle de l'ordre du jour, du procès verbal de l'assemblée du 13 mars et des dépenses de 198 725 \$ du mois de mars. Ces dernières incluent 2620 \$ de mazout et 6055 \$ d'électricité, 66 570 \$ de quote-part à la MRC.
- 2- Une représentante du bureau de comptables qui a fait l'audit des états financiers de la municipalité pour l'année 2017 en présente le rapport. Ce rapport est disponible sur le site internet de la municipalité (smsr.quebec).
- 3- Retour sur les questions posées par les citoyens et demeurées sans réponse lors de l'assemblée du 13 mars.
 - À la question relative à l'explication de la démission de bénévoles d'organismes municipaux, le conseil répond qu'il est normal que des bénévoles décident de démissionner, qu'il y a encore beaucoup de bénévoles actifs et que le conseil respecte les décisions personnelles des citoyens sans porter de jugement sur leurs motivations.
 - À la demande d'un citoyen de former un sous-comité du CCL voué au développement et au tourisme à SMR, le conseil oppose une fin de non recevoir et laisse ce volet de promotion à la bonne volonté individuelle des citoyens.
 - Un citoyen avait demandé un compte rendu des activités de la Guignolée 2017. L'organisme responsable de cette initiative étant un organisme privé indépendant de la municipalité, il n'appartient pas à cette dernière d'en dévoiler les résultats. Le conseil a cependant reçu les résultats financiers et demandera aux administrateurs l'autorisation de les publier.
- 4- RAPPORTS DES ÉLUS
 - Le CCU a approuvé une demande de démolition d'une maison et de la reconstruction sur le même site, étant donné la conformité des plans avec le PIIA.
 - Le CCU a refusé une demande de dérogation mineure à la hauteur prescrite d'un bâtiment.
 - Le CCL annonce l'ouverture d'un poste à l'animation du Camp de jour estival à cause du départ d'une responsable et s'active à la préparation des activités à venir : Défi saint-marcois, Souper des bénévoles, ligue de soccer, Fête de l'eau.
 - Au chapitre de la sécurité publique, la surveillance policière sera intensifiée sur les rues Ladoouceur et Jeannotte pour l'omission d'effectuer les arrêts et les excès de vitesse. On surveillera aussi plus attentivement la vitesse et la circulation sur la rue Moreau le matin à l'arrivée des enfants à l'école et on s'active à la préparation d'un nouvel aménagement au débarcadère des autobus scolaires le matin.
 - Les représentants du CCE ont participé, le 24 mars, à une rencontre des municipalités qui ont demandé au gouvernement du Québec l'autorisation d'imposer des normes plus sévères que celles prévues par le règlement provincial sur le prélèvement des eaux. Lors de cette réunion, les municipalités présentes ont décidé d'aller de l'avant dans leur démarche malgré le refus des autorités gouvernementales d'accéder à leur requête. La ministre de l'environnement devait rencontrer les responsables des municipalités le 9 avril pour étudier la question. De son côté notre municipalité adopte ce soir une deuxième résolution d'appui à la démarche et votera une somme de 250\$ qui pourra alimenter un fonds d'urgence destiné à financer des actions ultérieures des municipalités participantes à cette action.
- 5- Les conseillers adoptent en bloc le dépôt des rapports d'assemblées de mars du CCL, du CCE et du CCU.
- 6- Le conseil accepte la recommandation du CCU pour la construction d'une résidence au 510, rue de l'Anse.

7- À cause de la surcharge de travail occasionnée au personnel municipal par l'activité, le conseil décide d'abandonner la gestion du Marché de Noël ainsi que toute la documentation pertinente et de la confier à tout organisme bénévole qui désirerait s'en charger à l'avenir.

8- Les conseillers adoptent la résolution qui inscrit la municipalité parmi toutes celles qui veulent continuer l'action entreprise pour obtenir du gouvernement provincial l'autorisation d'adopter des normes plus sévères que celles prévues par le règlement provincial sur le prélèvement des eaux. Ils votent aussi un montant de 250\$ qui pourra être utilisé pour la poursuite des démarches.

9- Le conseil accepte la démission de M. Yannick Richer de son rôle de pompier pour cause de déménagement.

10- Les conseillers adoptent le plan révisé de mise en oeuvre des mesures de sécurité civile.

11- La municipalité confie à l'AIBR le mandat d'effectuer les travaux d'ingénierie pour le remplacement de l'aqueduc sur la rue Val d'Or et sur une section de la Montée Verchères.

12- PÉRIODES DE QUESTIONS DES CITOYENS

- Une citoyenne revient sur sa question à propos de la démobilisation des bénévoles et précise que ce qu'elle voulait savoir, c'est si les membres du conseil municipal ne s'en sentaient pas un peu responsables. Elle se demandait ce qui avait poussé tous les membres de l'ancien CCI à ne pas renouveler leur mandat. Le conseil n'a aucune réponse à apporter sur le sujet.
- Elle demande aussi si le CCL, qui assume désormais le mandat de l'ancien CCI, avait un plan d'action dans le dossier des commerces de la municipalité. Réponse lui est donnée que pour le moment il n'y a rien de prévu et que si des citoyens désirent s'en occuper, ils sont les bienvenus.
- À une citoyenne qui s'informe de l'état du projet de réseaux d'égouts pour les secteurs de l'Anse et du Camping, on répond que c'est le « statu quo » et qu'aucun développement n'est survenu dans le dossier.
- Retour sur l'abandon du Marché de Noël par la municipalité. Une citoyenne demande si la municipalité a une stratégie pour susciter l'intérêt d'organismes sans but lucratif à reprendre le dossier. La municipalité n'en a pas mais fera un appel aux citoyens et aux organismes pour assurer la continuité de l'entreprise. Un citoyen suggère d'engager un responsable « ad hoc » pour la durée de l'organisation et du déroulement du Marché de Noël. D'autres citoyens suggèrent de consulter la population sur la question. (On trouvera en fichier joint l'état des résultats de l'activité pour l'année 2017)
- Une autre question est posée à propos de la destination des sommes recueillies lors de l'activité du « Défi saint-marcois ». Habituellement les profits sont versés à un organisme du milieu pour une cause qui profite aux jeunes Saint-Marcois. Cette année, le CCL a décidé de gérer lui-même les sommes recueillies en les affectant à l'entretien et à l'aménagement des parcs municipaux, par exemple. Plusieurs citoyens s'inscrivent en faux contre une telle façon de procéder qui noie les profits spécifiques de l'activité dans le budget global de la municipalité. Ils demandent de revoir la décision et de continuer à donner les profits générés à des organismes locaux afin d'en faire profiter directement les jeunes Saint-Marcois.